



MARCHE DE « PRESTATIONS INTELLECTUELLES »

MISE EN PLACE DU RÈGLEMENT GENERAL POUR LA PROTECTION DES DONNÉES ET LES PRESTATIONS POUR LA MISSION DE DÉLÉGUÉ EXTERNALISÉ À LA PROTECTION DES DONNÉES

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

Accord-cadre à procédure adaptée passé en application des articles L. 2123-1
R.2123-1 1°, R.2162-1 à 6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique

Références : M 20225/38

Date limite de remise des plis

Le 26 janvier 2026 à 12h00

Exclusivement via le profil acheteur de l'EPF

[https://www.marches-
publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2917027&orgAcronym
e=d4t](https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.EntrepriseAdvancedSearch&AllCons&id=2917027&orgAcronym=e=d4t)

SOMMAIRE

<i>Article premier - Objet étendue de la consultation</i>	3
<i>Article 2 - Durée du marché</i>	3
<i>Article 3 - Dispositions générales</i>	3
3.1 Forme/Décomposition du marché	3
3.2 Mode de financement et de règlement	4
3.3 Cotraitance et sous-traitance	4
3.4 Modification de détail au dossier de consultation	4
3.5 Codes de nomenclature	4
3.6 Contenu du dossier de consultation	4
3.7 Unité monétaire et Langue	5
<i>Article 4 - Délais d'exécution ou de livraison</i>	5
<i>Article 5 - Délais de validité des propositions</i>	5
<i>Article 6 - Modalités d'obtention du dossier de consultation</i>	5
<i>Article 7 - Modalités de remise des plis de candidatures et d'offres</i>	5
7.1 Présentation des plis	5
7.2 remise des plis par voie dématérialisée	7
<i>Article 8 - Analyse et classement des candidatures et des offres</i>	8
8.1 Critères de jugement des offres	8
8.2 Modalités de calcul des notes	8
<i>Article 9 – Variantes</i>	9
<i>Article 10 – Démonstration et négociations</i>	9
10.1 Auditions	9
10.2 Négociations	9
<i>Article 11 - Renseignements complémentaires</i>	9
11.1 Demande de renseignements complémentaires	9
11.2 Instance chargée des procédures de recours contentieux	9
11.3 Introduction des recours contentieux	10

Préambule

L'Établissement public foncier d'Occitanie (EPF) est un établissement public de l'État à caractère Industriel et commercial doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière, créé par décret n°2008-670 du 2 juillet 2008 modifié par les décrets n°2014-1734 du 29 décembre 2014 et n°2017-836 du 5 mai 2017.

Il est habilité à intervenir sur l'ensemble de la région Occitanie (à l'exception des périmètres des trois EPF locaux du Tarn, Montauban et Toulouse).

Le présent marché intervient dans le cadre réglementaire de la transposition en droit national du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données). Ce règlement s'inscrit dans la continuité de la loi 78-17 du 6 janvier 1978 dite « Loi Informatique et Libertés ». Il a pour objectif de renforcer la protection des données à caractère personnel et de responsabiliser les acteurs qui traitent ces données.

Les prestations attendues correspondent aux préconisations de la Commission Nationale Informatique et Libertés (C.N.I.L.).

ARTICLE PREMIER - OBJET ETENDUE DE LA CONSULTATION

Le marché régi par le présent Règlement de Consultation (RC) a pour objet les prestations pour la mise en place du règlement général pour la protection des données et les prestations pour la mission de délégué externalisé à la protection des données.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Particulières (CCTP) du présent marché.

ARTICLE 2 - DUREE DU MARCHÉ

Le présent marché est conclu pour une durée d'un an à compter de la notification par voie électronique.

Il est reconduit tacitement trois fois, par période annuelle, à défaut de décision contraire du représentant de l'acheteur notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant l'échéance de la période en cours. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Aucune indemnité n'est due à l'autre partie en cas de non-reconduction de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 - DISPOSITIONS GENERALES

3.1 FORME/DECOMPOSITION DU MARCHÉ

3.1.1 Tranches optionnelles

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

3.1.2 Allotissement

Dans le respect des dispositions de l'article L. 2113-11 du code de la commande publique, le présent marché ne fait pas l'objet d'un allotissement.

Les missions et objet du marché conduiraient à une complexification contre-productive tant en organisation administrative que du point de vue de la logique de réalisation et de suivi global des prestations. Cette complexification entraînerait en outre un surcoût financier.

3.1.3 Forme du marché

Le marché est un accord-cadre mono-attributaire, passé en procédure adaptée, à prestations forfaitaires et à prestations sur bons de commande, conformément aux dispositions des articles R.2162-13 et R.2162-14, définis comme suit :

- ✓ **Postes traités à prix forfaitaire** recouvrant l'ensemble des prestations identifiées dans le CCTP ;
 - Poste 1 : Mise en œuvre de la RGPD ;
 - Poste 2 : Externalisation de la mission du DPD.
- ✓ **Poste traité à prix unitaires à bon de commande**, en application des dispositions des articles R.2162.1 et suivants et R.2162-13 et 14 du code de la commande publique, et visant à couvrir le poste 2 dont les prestations identifiées dans le CCTP. Le présent poste donnera lieu à un montant maximum de commande de **49 000 euros HT**, pour toute sa durée.

3.2 MODE DE FINANCEMENT ET DE REGLEMENT

Le financement sera basé sur le budget de l'EPF.

Le règlement des dépenses se fera par virement administratif. Le paiement interviendra dans un délai maximum de 30 jours à compter de la réception des factures.

3.3 COTRAITANCE ET SOUS-TRAITANCE

En application des articles R. 2142-19, R. 2142-20 et R. 2142-22 du Code de la commande publique, les entreprises peuvent présenter leur candidature sous la forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint. En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire devront être présentés lors de la remise de l'offre.

Conformément aux dispositions de l'article et R. 2142-21 du Code de la commande publique, il est interdit aux candidats de se présenter en agissant à la fois :

- en qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- en qualité de candidats membres de plusieurs groupements.

Le titulaire peut sous-traiter certaines opérations de son marché dans les conditions prévues L. 2193-1 à 14, R. 2193-1 à R. 2193-22 et R. 2191-45 du code de la commande publique.

Le(s) sous-traitant(s) et les conditions de sous-traitance doivent faire l'objet d'un agrément préalable de la part de l'EPF. Cet agrément est demandé à celui-ci par le titulaire qui complète l'annexe à l'acte d'engagement constitué du formulaire DC4. Le titulaire prestataire principal demeure entièrement responsable vis-à-vis de l'EPF des prestations sous-traitées.

En cours de marché, le titulaire adresse à l'EPF un exemplaire du formulaire DC4 qui vaut alors pour acte spécial en vue de la présentation d'un sous-traitant après conclusion dudit marché, par lettre recommandée avec accusé de réception.

3.4 MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter au plus tard 6 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

3.5 CODES DE NOMENCLATURE

72310000 Services de traitement de données

3.6 CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation (liste des pièces à fournir au candidat par l'acheteur public) comprend les documents suivants :

- L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes financières (bordereau des prix unitaires, décomposition du prix global et forfaitaire pour les postes 1 et 2) ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;

- Le présent Règlement de la Consultation (RC) ;

3.7 UNITE MONETAIRE ET LANGUE

Les candidats sont informés que la personne publique conclura le marché dans l'unité monétaire suivante : euro(s).

Le candidat devra impérativement présenter son offre en français.

ARTICLE 4 - DELAIS D'EXECUTION OU DE LIVRAISON

Pour le poste n°1 (mise en œuvre de la RGPD) : les délais d'exécution sont fixés dans le planning détaillé du candidat.

Pour le poste n°2 (externalisation de la mission de délégué du DPD) : la durée est conclue pour un an à compter de sa notification. Le marché est reconduit tacitement trois fois, par période annuelle, à défaut de décision contraire du représentant de l'acheteur notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, un mois avant l'échéance de la période en cours.

ARTICLE 5 - DELAIS DE VALIDITE DES PROPOSITIONS

Le délai de validité des propositions est de 120 jours à compter de la date limite réception des offres.

ARTICLE 6 - MODALITES D'OBTENTION DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation est disponible sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur hébergé sur la plateforme de dématérialisation « PLACE ». Les modalités de téléchargement du dossier sont précisées sur le site d'hébergement :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2917027&orgAcronyme=d4t>

ARTICLE 7 - MODALITES DE REMISE DES PLIS DE CANDIDATURES ET D'OFFRES

7.1 PRESENTATION DES PLIS

Les plis remis par les candidats comportent obligatoirement :

1 - La lettre de candidature (LC) et habilitation du mandataire par ses co-traitants dûment datée et signée par la personne habilitée (formulaire de type DC1 en vigueur ou équivalent) pour justifier :

- Qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner obligatoires prévus aux articles L 2141 1 à 5 et L 2141-7 à 11 du Code de la commande publique ;
- être en règle au regard des articles [L. 5212-1](#) à [L. 5212-11](#) du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés.

2 - Une déclaration sur l'honneur (ou formulaire DC 2) pour justifier :

a) Ses capacités professionnelles et techniques :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pendant les trois dernières années ;
- Présentation d'une liste des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les livraisons et les prestations de services sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
- Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services ou de conduite des travaux de même nature que celle du marché.

- Justifier des compétences et expériences professionnelles nécessaires à l'exercice de la mission de Délégué à la Protection des Données au sens de l'article 37 du RGPD, notamment par la production de CV, références et tout document permettant d'apprécier leurs connaissances spécialisées en matière de protection des données personnelles.

b) Capacité économique et financière :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les services objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles.

3- Documents à produire obligatoirement par l'attributaire, avant la signature et la notification du marché public ou de l'accord-cadre (il est conseillé de produire ces pièces dès la remise des plis)

• **Les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail**

Si l'attributaire est établi en France, les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou un état annuel des certificats reçus.

Si l'attributaire est établi dans un Etat autre que la France, un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

Si les documents fournis par le candidat ne sont pas établis en langue française, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Tous les formulaires cités ci-dessus sont téléchargeables sur le site du Ministère des Finances à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>

Pour chaque sous-traitant ou co-traitant présenté dans l'offre, le candidat devra justifier :

- Les capacités professionnelles, techniques et financières du ou des sous-traitants ou du ou des co-traitants (ou DC 2) ;
- Une déclaration du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics (ou DC1).

Les attestations ou certificats ci-dessus mentionnés doivent être rédigés en langue française.

• **Un sous-dossier contenant les éléments relatifs à l'offre :**

- L'acte d'engagement - dûment complété, daté et signé par le(s) représentant(s) qualifié(s) du ou des prestataires et ses annexes financières (décomposition du prix global et forfaitaire (postes 1 et 2) et bordereau des prix unitaires) en format PDF et Excel obligatoirement ;
- Un mémoire technique comprenant les éléments suivants :
 1. L'offre technique du candidat répondant aux exigences du CCTP et permettant d'apprécier la méthode utilisée et le déroulement de l'ensemble des missions RGPD et DPD (postes n°1 et 2) et les délais pour le poste n°2 pour les différentes interventions ;
 2. Un planning pour la mise en œuvre de la conformité de la RGPD (poste n°1 du CCTP) ;
 3. Une justification d'adhésion à une association de DPD ainsi que l'attestation de formation de DPD labellisée par la CNIL ;

4. Les moyens humains, la composition et les compétences de l'équipe susceptible d'intervenir, le chef de projet et la répartition des missions entre les membres s'il y en a plusieurs ainsi que le curriculum vitae individuel de la (des) personne(s) prévue(s) pour les prestations. Ces CV devront notamment contenir la présentation de références de missions similaires déjà menées. L'attestation de formateur devra également être jointe ainsi que l'attestation de formation de DPD labellisée par la CNIL ou certification DPD.

A défaut de production d'une des pièces précitées rendra l'offre irrégulière et entraînera l'élimination du candidat. De même, les candidats n'utilisant pas le cadre de réponse fourni dans le DCE seront éliminés.

7.2 REMISE DES PLIS PAR VOIE DEMATERIALISEE

L'article R. 2132-7 du Code de la commande publique dispose que « Sous réserve des dispositions des articles R. 2132-11 à R. 2132-13, les communications et les échanges d'informations lors de la passation d'un marché en application du présent livre ont lieu par voie électronique.

Un moyen de communication électronique est un équipement électronique de traitement, y compris la compression numérique, et de stockage de données diffusées, acheminées et reçues par fils, par radio, par moyens optiques ou par d'autres moyens électromagnétiques. »

Sur les modalités de transmissions du pli par voie dématérialisé :

Les candidats transmettent leur candidature et offre exclusivement par **voie électronique, effectuée sur le profil** acheteur du pouvoir adjudicateur hébergé sur la plateforme de dématérialisation « PLACE » à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr/?page=Entreprise.AdvancedSearch&AllCons&id=2917027&orgAcronyme=d4t>

Les plis dématérialisés devront être déposés avant la date et l'heure limite de réception des offres.

Tout pli parvenu hors délai sera éliminé.

La signature électronique n'est pas obligatoire mais il est vivement conseillé de signer électroniquement.

Il est rappelé aux candidats qu'ils devront impérativement remettre leurs plis au plus tard :

Le 26 janvier 2026 à 12h00

Le pli sera considéré **comme hors délai si le téléchargement se termine après la date et l'heure** limites de réception des offres.

La transmission des documents sur un support physique électronique (CD-ROM, clés USB.) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

Si une **nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat**, celle-ci **annule et remplace l'offre précédente.**

Les soumissionnaires s'assureront avant la constitution de leur pli que les fichiers transmis ne comportent **pas de virus**. Si un programme informatique malveillant est détecté par le pouvoir adjudicateur dans un fichier transmis par voie électronique ou bien dans une copie de sauvegarde ouverte régulièrement, il peut être réparé.

Lorsqu'elles sont accompagnées d'une copie de sauvegarde, les offres et les candidatures transmises par voie électronique dans lesquelles un virus est détecté par le pouvoir adjudicateur, ne font pas l'objet d'une réparation.

Dans ce cas, la copie de sauvegarde est ouverte. Une fois la réparation réussie, la procédure peut suivre son cours. Si le fichier ne peut pas être réparé, le pouvoir adjudicateur doit considérer ce document comme nul ou incomplet.

Le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde », ainsi que **le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée**.

Tous les documents doivent impérativement être signés par une personne habilitée. Les signataires utilisent le certificat de leur choix parmi l'une des trois catégories définies par l'arrêté du 15 juin 2012 relatif à la signature électronique dans les marchés publics. Toutes les catégories de certificats conformes au RGS ou à des conditions de sécurité équivalentes sont utilisables sous réserves que le certificat soit utilisable pour les marchés publics.

L'EPF se réserve la possibilité de re-matérialiser les pièces et de procéder à leur signature de façon manuscrite.

ARTICLE 8 - ANALYSE ET CLASSEMENT DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1 CRITERES DE JUGEMENT DES OFFRES

Le jugement des offres sera effectué à partir des critères pondérés suivants :

Critère n°1 : Valeur technique 60%	
1.1 Sous-critère 1 : Méthodologie (mode projet, organisation, compréhension des enjeux, pertinence du mémoire technique	25 points
1.2 Sous-critère 2 : Durée, planning détaillé	10 points
1.3 Sous-critère 3 : Moyens humains (appréciés au regard des curriculum vitae précisant leurs expériences, compétences et connaissances en RGPD)	25 points
Critère n°2 : Prix 40 %	

8.2 MODALITES DE CALCUL DES NOTES

- Critère 1 : valeur technique

Pour chaque sous-critère une note sera attribuée selon l'échelle suivante :

- 5 : Très satisfaisant
- 4 : Satisfaisant
- 3 : Moyen
- 2 : Insuffisant
- 1 : Très insuffisant

En application de la formule suivante, une note sera ensuite attribuée pour chaque sous-critère :

Pondération sous-critère x $\frac{\text{Note obtenue par le candidat}}{\text{Note maximale pouvant être obtenue}}$ = Note attribuée

Une note correspondant à la somme des notes obtenues par sous-critère sera établie.

Une note globale correspondant à la somme des notes finales attribuées pour les deux critères sera établie et permettra de classer le candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée en première position.

- Critère 2 : prix

$$40 * \left\{ \frac{\text{Prix le plus bas}}{\text{Prix proposé par le candidat}} \right\}^2 = \text{Note attribuée au candidat}$$

Le prix sera noté sur la base du montant total des prestations prévues pour les postes 1 et 2 et sur la somme totale du Bordeau des Prix Unitaires (BPU).

Une note globale correspondant à la somme des notes finales attribuées pour les deux critères sera établie et permettra de classer le candidat ayant obtenu la note globale la plus élevée en première position.

ARTICLE 9 – VARIANTES - OPTIONS

9.1 VARIANTES

Conformément à l'article R. 2151-8 du Code de la commande publique, les variantes par rapport à l'objet du marché ne sont pas autorisées.

9.2 OPTIONS

Sans objet

ARTICLE 10 – DEMONSTRATION ET NEGOCIATIONS

10.1 DEMONSTRATIONS - AUDITIONS

Sans objet.

10.2 NEGOCIATIONS

L'EPF se réserve la possibilité de négocier avec trois candidats les mieux classés, suite à une première analyse des offres reçues et sous condition d'offres suffisantes. Cette négociation pourra porter sur l'ensemble des caractéristiques financières et techniques de l'offre.

À l'issue de ces négociations, il retiendra l'offre économiquement la plus avantageuse sur la base des critères de jugement des offres définis dans le présent règlement de la consultation.

Le marché pourra également être attribué sur la base des offres initiales sans négociation.

ARTICLE 11 - RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

11.1 DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Les candidats pourront, adresser leurs demandes de renseignements complémentaires, par voie électronique, et via le profil acheteur de l'EPF jusqu'au **19 janvier 2026 à 12h00**. Une réponse sera apportée au plus tard le **21 janvier 2026**.

11.2 INSTANCE CHARGÉE DES PROCÉDURES DE RECOURS CONTENTIEUX

Toute demande d'information sur les voies et délais de recours doit être formulée auprès de la juridiction suivante :

Tribunal administratif de Montpellier
6 rue Pitot
34063 MONTPELLIER CEDEX 02
Tel : 04 67 54 81 00
Fax : 04 67 54 74 10

11.3 INTRODUCTION DES RECOURS CONTENTIEUX

- **Un référé précontractuel** peut intervenir pendant toute la phase de passation, de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence jusqu'à la signature du marché public (article L 551-1 du code de justice administrative).
- **Un référé contractuel** peut être formé à partir de la signature du marché public, dans un délai au plus égal à six mois (article L 551-13 du code de justice administrative).
- **Un référé suspension**, assorti d'une demande en annulation dans le cadre d'un recours pour excès de pouvoir, peut être formé sur toute décision unilatérale concourant à la conclusion du marché public. Le recours doit être introduit à compter de la date de notification ou de publication de la décision mais avant la signature du marché public (article L. 521-1 du code de justice administrative).
- **Un recours pour excès de pouvoir** peut être formé dans les 2 mois de la notification d'une déclaration sans suite ou d'une déclaration d'infructuosité.
- **Un recours de pleine juridiction en contestation de la validité du contrat** peut être formé par les tiers dans un délai de 2 mois à compter de la publication de l'avis d'attribution.